

choisie afin de « brûler durant toute la durée de la fête ». On en conservera ensuite « des fragments qui serviront l'année suivante à allumer la nouvelle bûche de Noël : manière symbolique de dire la continuité du temps¹ ».

Peu de fêtes chantent mieux que Noël cette continuité dans le temps et dans l'espace. Années après années, dans des langues différentes, les mêmes chants et les mêmes cantiques permettent de raccorder les voix discordantes des familles et des communautés. Moment de grâce, de trêve. Cadeaux précieux légués par les générations passées et qui s'ajoutent à ceux de l'année.

Plus que les autres fêtes, Noël redonne vie à la mémoire. Nous ne célébrons pas un événement passé mais redisons notre attachement à la vie, pleine et généreuse. Par delà toutes les critiques, pertinentes, soulevées contre ses débordements excessifs, la « tentation » des cadeaux mérite, me semble-t-il, qu'on y succombe. Folie ? Peut-être, mais douce folie, folie du don, folie de vouloir trop bien faire. Folie qui

nous prouve que nous ne sommes pas encore entièrement programmés et raisonnables. Pourquoi refuser d'ajouter les plaisirs à la joie ?

Noël est l'une des plus belles fêtes chrétiennes. Célébration du mystère de l'Incarnation et de l'humanité de Jésus, c'est aussi une célébration du mystère de notre propre humanité, de notre appartenance à la grande famille humaine, par qui nous reconnaissons que chaque humain est irremplaçable.

Mystère qu'il nous incombe de rendre mystère joyeux pour tous les humains de bonne volonté. ■

Francine Tardif

1. Toutes les citations de ce texte, sauf celles qui viennent des textes liturgiques, sont tirées des articles « Noël », « Nativité du Christ » de *Catholicisme, hier, aujourd'hui, demain*, Letouzey et Ané, 1982, Paris.

LES INQUIÉTUDES DE JONAS

Quand paraîtra cet article, leur sort aura été tranché. L'émotion sera retombée. Auront-elles pris le large ? Les efforts sans précédent des sauveteurs auront-ils permis aux énormes bêtes (quatorze tonnes environ) d'accéder à ces milliers de litres de pur oxygène qu'elles vont chercher à la surface ? Le balancement entre le fond et l'azur que pratiquent ces mammifères est beau comme la vie. Comme nous, elles ne peuvent vivre sans air. Car les baleines grises de Barrow Point en Alaska qui, en ce moment (28 octobre) luttent courageusement, auront peut-être succombé entre-temps, malgré les efforts des tenants des droits des animaux et la collaboration des deux Super-Grands. Est-ce le début de la Paix froide ? Merveilleuse image que ces masses impérissables luttant pour que ne se referme pas sur elles le couvercle blanc du grand cercueil arctique. Moby Dick à l'envers !

Cette planétaire histoire de baleines grises de Californie, survenant peu de temps après le colloque de Tadoussac sur les baleines bleues, nous aura permis d'oublier les quelques 25 millions de Bangladeshi que les inondations ont privé de tout, en particulier du premier des droits de l'homme : celui de vivre mieux que les animaux. C'est l'histoire qui est coupable, pas la baleine ! Et peut-être le Conteur aussi. Sur le visage de combien d'enfants du Bangladesh s'est refermé le couvercle de boue ? Combien de petites silhouettes graciles dorment sans un regard, au cercueil sans suaire ? Limon des multitudes et cristaux de solitudes !

Car, en effet, Jonas, dans le confort de son monde-baleine (*Weltwirtschaft*), va maintenant jusqu'à s'inquiéter du sort de sa monture. Elle donne des signes évidents d'usure. Ne nous acharnons pas sur Jonas, c'est le héros d'une aventure admirable, celle du développement. D'autant plus que Jonas c'est nous. Notre sollicitude pour les animaux, qui demeurent de merveilleux médiateurs entre l'univers et nous, ne doit pas nous faire oublier nos semblables, les cinq milliards de mammifères.

L'aventure des droits de l'homme, commencée il y a deux siècles, nous met lentement sur le chemin le plus exaltant qui puisse être : celui de la conscience d'espèce. Cette histoire d'espèce unique et solidaire est nouvelle et troublante. Les Autres, je veux dire tous les Autres, sont-ils pleinement nos

semblables à nos propres yeux, dans la réalité de nos vies quotidiennes ? C'est le secret de la baleine bleue ! Ceux qui n'ont pas eu accès au trésor caché dans le ventre de la Grande Baleine se comptent en milliards. La plupart d'entre eux n'ont jamais connu les utérins confort des grands cétacés : lumières, école pour tous, eau de Javel à gogo, électricité, États-providence, congés annuels, cartes de crédit ! Faut-il s'étonner que le livre de poche n'ait pas encore rejoint ceux qui sont nus ?

Même située dans sa dimension la plus relative, le courant de défense des droits de l'homme est précieux et unique car, mieux que tout autre effort antérieur, il veut fonder une Humanité dont l'assomption ne serait pas relative, ni fragmentaire, mais absolue et solidaire. Un large bras de mer nous en sépare encore et les banquises qui s'y déplacent majestueusement nous rappellent à l'ordre des choses. Rien de mieux que le spectacle de la vie quotidienne des animaux pour nous ramener à l'ABC de la vie.

Lorsque, le 10 décembre, la communauté internationale célébrera comme il se doit le quarantième anniversaire de la proclamation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, les baleines auront regagné les eaux libres que le froid arctique resserre autour d'elles comme un fatal corset. Ou alors ? Alors, on se rappellera les timides remarques des Esquimaux qui, de leur voix douce et égale, avaient rappelé, dès le début, que tous les printemps leurs pères et les pères de leurs pères trouvaient depuis toujours des carcasses de baleines dans cette baie de la mer de Beaufort. Mais l'Occidental, caméra au poing, s'affirme « hégémon » autour du trou. Esprit hégémonique qui veut sauver les êtres de son choix, selon ses méthodes. Dans certaines civilisations, au Vietnam notamment, les os des baleines échouées font l'objet d'un culte, car la Baleine guide les barques et sauve les marins du naufrage. Nous avons tendance à refuser l'ordre des choses, peut-être pour compenser la pénurie de grâce qui vient avec l'excès de confort. Notre générosité nous apparaît peut-être enfin un tantinet théorique et un brin égotiste. Et si c'était une impasse ?

L'Article Premier de la déclaration du 10 décembre 1948 est simple : « Tous les êtres humains naissent libres et égaux

en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité ». La Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social du 11 décembre 1969 dit au premier paragraphe de son Article sept : « L'augmentation rapide du revenu national et des richesses et leur répartition équitable entre tous les membres de la société sont à la base de tout progrès social et doivent par conséquent être au premier plan des préoccupations de tous les États et de tous les gouvernements. » La Déclaration universelle pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition, du 16 décembre 1974, reconnaît au paragraphe K que « puisque, pour diverses raisons, de nombreux pays en développement ne sont pas toujours encore en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires par leurs propres moyens, une action internationale efficace doit être entreprise d'urgence pour les aider, sans aucune pression politique ». Enfin, la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale du 4 novembre 1966 affirme en son Article premier : « Toute culture a une dignité et une valeur qui doivent être respectées et sauvegardées ».

Revenons à nos baleines grises après ce bol d'air frais. Elles n'étaient que trois dans leur trou d'air. Et, cependant, tous les privilégiés du monde s'y trouvaient rassemblés et incarnés grâce à la présence, à Barrow, d'une foule de journalistes qui rejoignaient tous ceux qui ont des télécouleurs à télé-commande, des coussins chauffants si utiles en cas de torticoli. Et tant de choses. Nous nous sommes sentis grands dans un acharnement thérapeutique nouveau genre. Pourquoi ?

Pendant deux bons siècles nous avons vécu au sein de la baleine et, en dernière analyse, tous les hommes – de

toutes les religions et de toutes les couleurs – devaient fatalement nous y rejoindre, tout près du cœur du grand mammifère, pour partager les richesses dont nous détenions les listes d'inventaire. Les dents de la mer, c'est fini ! Voyons, c'étaient les années 70, la Nature nous faisait encore peur. Nous en sommes aux mamelles de la mer. Nous apprenons patiemment à gérer les ressources de la planète, nous répétons-nous les uns aux autres dans mille colloques, pour nous rassurer sur notre inconscience et nos déprédations passées.

Gérer la planète – dernier slogan de notre furie hégémonique ! Avec notre outillage bien sûr ! Eux-mêmes, c'est-à-dire tous les Autres, reconnaissent sa nette supériorité. À Barrow, nous avons généreusement vidé notre coffre d'outils. Sauf que la baleine vient de nous cracher sur la rive. Cela s'est passé le lendemain de Hiroshima ! Et il nous reste à nous accepter parmi les autres hommes, tous les autres hommes qui n'ont pas vogué dans la baleine... et qui nous regardent de travers... qui relèquent notre équipement. Aujourd'hui, ils nous posent des questions, demain ils nous demanderont des comptes. Certains vont même jusqu'à amalgamer une certaine écologie et une prospérité certaine. Le bien-fondé des nobles inquiétudes de Jonas est mis en doute. Il lui reste à se rédimier sur la rive.

Les hommes naissent égaux et les cultures se valent en dignité, nous disent les grands textes des Nations unies. Les Esquimaux qui élargissaient à la tronçonneuse le trou des baleines et recueillaient le frasil à la pelle d'aluminium ont gardé leurs arrière-pensées. Ça tombe à pic, ce sont justement les miennes. ■

Jean-Pierre Richard

LE RENOUVEAU AUTOCHTONE

« Mais si les nations autochtones sont les victimes (de la société industrielle occidentale) elles en sont aussi, peut-être, l'espoir ».

« The best of Notes : Philosophy of Akwesasne Notes », *Akwesasne Notes*, été 1984, p. 13.

au Lac Lubicon, les Cris déclarent unilatéralement leur indépendance et bloquent l'accès à leurs terres pour mettre fin à la destruction de celles-ci par les compagnies pétrolières et forestières ; ils forcent ainsi le gouvernement albertain à négocier avec eux. Les six nations iroquoises demandent à la population canadienne, par le biais d'annonces dans les journaux¹, d'empêcher la GRC d'envahir à nouveau le territoire de Kahnawake. Les autochtones de Bear Lake, près du Lac Temagami, dans le Nord de l'Ontario, érigent deux barrages routiers afin d'empêcher le gouvernement ontarien de construire 48 kilomètres de route sur leur territoire ancestral. Plus de 200 Montagnais campent au bout de la piste de décollage de la base militaire de Goose Bay,

au Labrador, pour mettre fin aux vols à basse altitude effectués au-dessus de leurs terres par les armées allemande, anglaise et hollandaise...

Presque chaque semaine, de nouvelles actions sont entreprises par des groupes autochtones, un peu partout au Canada, pour résister à l'oppression et à la destruction de leurs terres. Cette révolte politique se développe parallèlement à un foisonnement culturel impressionnant. À Montréal, il y a un Festival culturel autochtone annuel, de même qu'un Festival de films autochtones. Un journal autochtone en langue française, le journal *Sans Réserve*, est publié depuis quelques mois. Le festival annuel de la chanson montagnaise (*Innu nikamu*) affiche une créativité artistique qui n'est pas sans rappeler celle qu'a connue la société québécoise, il y a quelques années. Que ce soient les chanteurs traditionnels, les chansonniers, les groupes de *innu folk* ou de rock, tout le monde chante en innu (langue montagnaise). Et alors que les Québécois s'offusquent de voir que les anglophones connaissent si peu Félix Leclerc ou Beau Dommage, qui parmi nous connaît le chansonnier Philippe McKenzie ou le groupe Kashtin ?

Le renouveau culturel autochtone passe par la langue. Là encore cela devrait rappeler quelque chose aux Québécois. Pourtant, c'est peut-être la question sur laquelle nous, francophones, manquons le plus de solidarité « naturelle » envers les autochtones. Lorsqu'avec la Loi 101, le Gouvernement du

1. Annonces parues dans l'édition du samedi 24 septembre du *Devoir* et du *Globe and Mail*.

Québec a voulu imposer le français à Kahnawake, il s'est fait répondre par les Mohawks qu'ils avaient assez d'une langue coloniale, l'anglais, et que si une autre langue était enseignée à leurs enfants, ce serait le mohawk.

Ce que le renouveau culturel autochtone actuel nous met sous le nez, c'est le mensonge du bilinguisme canadien ou du fait français québécois : Ici « ça se passe » en innu, en mohawk, en cri, en algonquin... depuis des milliers d'années ! Richard Kistabish, de la nation algonquienne, affirmait récemment : « L'enseignement de la langue indienne aux Canadiens-français constituerait un début de la reconnaissance sans laquelle on ne peut envisager d'entente cordiale valable². » Une telle affirmation peut paraître irréaliste, mais nous pouvons au moins y reconnaître notre propre sentiment, face à des anglophones incapables d'apprendre le français.

La révolte politique des autochtones met en question notre modèle d'organisation sociale, notre concept d'État-nation, notre modèle de « développement », l'ensemble du développement de notre société industrielle et sa destruction de l'environnement, et notre mode de vie lui-même. Plusieurs autochtones ne se considèrent pas et ne se sont jamais considérés comme étant des « citoyens canadiens ». C'est ce que des Mohawks nous ont rappelé, suite à l'invasion de Kahnawake. En conservant certains aspects de leur mode de vie traditionnel, d'autres autochtones nous disent, d'une certaine manière, que notre modèle de société et notre mode de vie ne sont pas les seuls qui soient possibles ou valables, chose qu'il nous est si difficile d'admettre. De plus, en questionnant certains projets de « développement », tels les barrages hydro-électriques, les autochtones nous demandent, au fond, de quel droit la société industrielle qui a produit Bhopal et Tchernobyl peut se permettre de montrer aux

« Il n'y avait pas de place pour eux »

UN MESSAGE DE TOLÉRANCE¹

au cours des derniers mois, les médias d'information ont attiré l'attention du public (de la région de Québec) sur les difficultés suscitées par l'implantation d'institutions humanitaires en milieu urbain. Les médias ont entre autres parlé des cas suivants : un foyer pour jeunes à Lauzon, une maison pour enfants handicapés à Sillery, la Maison de Job dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, une maison d'hébergement pour jeunes dans Sainte-Odile et une maison de transition pour sidéens dans Saint-Pie-X. Ce ne sont là que des cas mieux connus.

On a pu observer que la population a manifesté peu d'intérêt pour ces projets particuliers. Toutefois, comme en font état les médias, les réactions ont été plus vives dans l'environnement immédiat où les projets devaient être réalisés et ce sont surtout les voix des opposants qui se sont fait entendre. Le refus de ces personnes tient à l'application des règlements municipaux de zonage ainsi qu'à la crainte de voir diminuer la valeur des propriétés et la qualité de l'environnement physique et social. Toutefois, ce ne sont pas les projets eux-mêmes qui semblent faire problème, mais plutôt l'endroit où les promoteurs veulent les implanter. (...)

À ce jour, les efforts des élus municipaux sont encore hésitants. Ils prennent, démocratie oblige, la défense des demandes du plus grand nombre. L'intervention des autorités

autres comment se « développer » ?

« Certains parmi les étrangers (les blancs) commencent à penser que leurs maîtres ont massacré la terre. Quand toutes nos eaux seront devenues de la soupe au mercure, nos poissons des thermomètres flottant sur le dos, nos plantes malades et nos gibiers incapables de trouver à manger, il ne nous restera alors que le papier des chèques du Bien-être à nous mettre sous la dent. Ça ne fera pas du monde bien fort³. » Cet avertissement de Richard Kistabish à notre société industrielle suicidaire est lié à un message d'espoir, celui de l'alternative offerte par les nations autochtones. « La terre est malade, mais elle est encore là. Comme nous. Pour guérir, elle attend que nous fassions ce qu'il faut pour que ses forêts reprennent vie, ses eaux redeviennent claires, ses animaux retrouvent la vitalité, ses plantes recommencent à porter la santé... Ce qui est bon pour la terre est toujours bon pour nous. Ce qui est bon pour nous l'est toujours pour la terre ».

Le renouveau culturel des nations autochtones est un signe d'espoir pour les minorités culturelles menacées par la culture de masse dominante, y compris la nôtre. Leur révolte politique porte aussi l'espoir d'une alternative possible à une société destructrice de l'environnement. ■

Jean-François Beaudet

Centre de ressources sur la non-violence

- Propos recueillis par Jean-Pierre Bonhomme dans *La Presse* (1er octobre 1988).
- Texte de Richard Kistabish, publié intégralement dans *La Presse* du dimanche 9 octobre 1988, intitulé « Pour le monde qui aime la terre ».

civiles s'inspire moins d'une vision globale et écologique du problème que d'une visée électoraliste. Il est évident qu'une solution durable et efficace suppose une reconnaissance de la situation et une concertation des forces vives de la collectivité. L'implantation d'institutions humanitaires pose une défi à nos sociétés modernes, mais ce défi est peut-être bien petit par rapport à celui qui les attend : l'intégration sociale et culturelle de flots d'immigrants venus des quatre coins de la planète. L'implantation d'institutions humanitaires est sans doute un premier test de vérité. (...)

Les projets humanitaires veulent répondre à des besoins variés. (...) Il existe toutefois quelques caractéristiques qui sont généralement communes à toutes ces situations.

- Le Groupe socio-éthique, créé en octobre 1987 à l'initiative de l'Office de pastorale sociale du diocèse de Québec, réunit des universitaires de diverses disciplines et des personnes engagées aussi bien dans la recherche sociale que dans l'administration publique. On peut obtenir le texte intégral de « Un message de tolérance - Implantation d'institutions humanitaires (éléments de réflexion) », première publication du groupe, en s'adressant à René Théberge, directeur de l'OPS, 1073 rue Saint-Cyrille ouest, Québec, G1S 4R5.

La pauvreté - Il n'est pas nécessaire de mener de longues enquêtes pour s'apercevoir du manque de ressources financières de ces personnes. Ces personnes handicapées, physiques et mentales, ces jeunes, ces adolescents, et le plus souvent les sidéens ne disposent pas de moyens pour subvenir à leurs besoins matériels. Ils n'ont pas non plus, ou si peu, le soutien de leur famille et ils sont la plupart du temps livrés à eux-mêmes. Le premier besoin à remplir est celui d'un lieu où demeurer et c'est ce que veut d'abord offrir une institution humanitaire.

L'isolement. - Chacune à sa manière, ces personnes vivent une forme d'isolement physique ou moral. Les enfants mal aimés ou abandonnés éprouvent des difficultés d'adaptation sociale, à cause même de leur carence affective. Les enfants handicapés qui n'ont pas un foyer d'accueil pour leur donner le support nécessaire se retrouvent davantage isolés par la marginalisation occasionnée par leur propre handicap. Par la nature même de leur maladie, les personnes atteintes de maladies mentales vivent non seulement un isolement par rapport à la société, mais elles ont parfois peine à reconnaître leur propre identité.

Quant aux sidéens, leur isolement est tout aussi présent. Isolement physique d'abord parce que leur maladie, par les craintes de contagion qu'elle suscite, les condamne à une forme de quarantaine permanente dont la seule issue est l'agonie et la mort. Isolement moral aussi parce que les sidéens doivent souvent porter le poids d'un jugement social réprobateur, étant donné que le SIDA est associé à l'homosexualité.

La dépendance. - Un autre trait caractéristique propre à ces personnes dans le besoin est l'incapacité d'assumer pleinement leur autonomie. Certaines (c'est le cas de personnes handicapées physiques ou handicapées mentales « légères » et de personnes ayant des difficultés de comportement) ont besoin d'un soutien temporaire pour « négocier » leur adaptation progressive à la société. Les causes de ces situations sont multiples : mauvais milieu familial, déficience physique ou psychologique, consommation de drogue et d'alcool, mauvaises expériences sociales, etc. D'autres personnes (c'est le cas des sidéens) sont contraintes de vivre une dépendance progressive et, en bout de ligne, quasi totale.

Les conditions de vie réservées à ces personnes les mettent en situation d'infériorité. Même les politiques positives du gouvernement pour l'insertion, dans les milieux de travail, de groupes de personnes objets de discrimination ne donnent pas les résultats attendus.

C'est dire qu'il y a dans la société un fond de passivité pouvant, à l'occasion, se transformer en intolérance lorsque certaines réalités viennent remettre en question l'ordre établi. L'expérience difficile et douloureuse des personnes dans le besoin ne risque pas beaucoup d'être entendue. C'est comme une voix couverte par le bruit des vagues de la mer.

La vision des citoyens qui s'opposent à l'implantation d'institutions humanitaires dans leur environnement immédiat ne s'enracine pas dans le même terreau. Les aspirations et les valeurs qui conditionnent les comportements réels témoignent en effet de préoccupations qui ont peu de choses en commun avec l'univers intérieur des personnes dans le besoin. Lorsque les opposants aux projets d'institutions humanitaires mettent de l'avant des justifications comme : la chute de la valeur des propriétés, la détérioration de l'environnement physique et humain, etc., ils privilégient un certain mode de vie et, en même temps, ils refusent, au nom même de la logique de leur choix, une intrusion d'autrui qui remet en cause l'équilibre de leur environnement social et économique immédiat.

Les promoteurs des institutions humanitaires sont en quelque sorte situés au point de rencontre des deux logiques. D'une part, ils sont sensibles aux besoins des personnes en situation difficile ; d'autre part, ils doivent affronter les résistances inhérentes à la réalisation de tels projets. C'est ainsi qu'ils doivent trouver les sources de financement, faire les démarches pour l'acquisition ou la location d'un lieu, convaincre les divers paliers d'autorité qui ont un mot à dire pour la réalisation du projet et, ce qui n'est pas le moindre, vendre le projet à la population d'accueil.

Il y a actuellement une évolution de la solidarité humaine dans la société. Certaines autorités politiques témoignent de plus d'ouverture, du moins dans leurs déclarations publiques, et des communautés religieuses apportent déjà un soutien concret aux personnes atteintes du SIDA. Mais il reste encore beaucoup à faire pour convaincre la population, et particulièrement les citoyens qui sont directement touchés par l'implantation d'institutions humanitaires. (...)

Cette implantation peut susciter des attitudes diverses au plan moral et religieux. Il importe dès le départ d'éviter une approche caractérisée par une attitude « moralisante ». Elle consiste essentiellement à identifier ou à pointer du doigt les responsables de telles situations et, c'est la conséquence logique, à distribuer les verdicts de culpabilité. (...) L'Évangile a déjà dénoncé des pratiques qualifiées de pharisaïques.

Une autre approche est celle de l'affirmation des droits. Que ce soit pour les jeunes délinquants, les personnes handicapées, les sidéens, la liste des droits individuels risque d'entrer en conflit avec la liste des droits collectifs. (...)

Toutefois, sans nier la pertinence et l'utilité de ces approches, c'est un engagement plus concret qui s'impose. Il est certes entendu que les chrétiens n'ont pas l'apanage de l'altruisme. Il suffit d'observer les élans de générosité de la population à l'occasion de catastrophes naturelles, les efforts de la communauté internationale et des associations humanitaires de toute nature pour venir en aide à des populations démunies de l'essentiel. (...)

Au-delà des croyances, l'action des chrétiens va dans le même sens. Au-delà des peurs de toutes sortes, des réactions égoïstes, des mouvements d'esquive face à la misère humaine, le chrétien est habité d'un Amour qui le porte à se solidariser avec les plus démunis et à leur porter assistance. De même que l'amour et le respect pour une personne mourante génèrent une force pour vaincre la fuite naturelle devant les manifestations de la souffrance et de l'agonie, ainsi l'amour pour le Christ, le seul Dieu qui a épousé la condition humaine, devient une puissante motivation pour porter secours à ceux qui en ont un pressant besoin.

Le Groupe socio-éthique croit donc, sans minimiser l'importance des démarches réflexives, que c'est d'abord l'engagement à venir en aide aux personnes dans le besoin qu'il faut prendre. Comme le montre l'histoire de l'Église depuis bientôt deux mille ans, il y a une longue tradition d'assistance aux pauvres, aux malades, aux orphelins, aux prisonniers, etc. C'est dans cette tradition qu'il faut continuer à s'inscrire.

Dans les sociétés dites riches, la pauvreté prend de nouveaux visages. La réponse aux besoins des personnes en difficulté ne réside pas toujours dans des projets de grande envergure. Chaque petit projet, mené dans un espace restreint, peut contribuer à soulager la souffrance humaine... Si chacun balayait le devant de sa porte, disait Goethe, le monde entier serait propre. ■

Le Groupe socio-éthique,

Office de pastorale sociale, diocèse de Québec